

lui donner le courage d'agir », clame Olga Prokopiaeva. En faisant des manifestations pour l'Ukraine, en faisant des dons, en parlant de la guerre... Elle rappelle que de nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et qu'on ne doit pas les oublier. Elle relève aussi que la France a failli élire, à la dernière élection présidentielle, une candidate qui soutenait encore très officiellement il y a peu le pouvoir poutinien : Marine Le Pen.

**« De nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et l'on ne doit pas les oublier ».**

Olga Prokopiaeva

Pour Natalia Pouzyreff, députée française du groupe Renaissance et présidente du groupe France-Russie, « *il faut absolument soutenir l'émergence d'une proposition démocratique pour la Russie* ». Elle ajoute qu'un travail de coopération existe entre les députés européens pour tendre la main aux opposants russes, pour qu'ils déterminent le type d'opposition à mettre en place dans leur pays. « *Là-bas, des jeunes veulent une évolution démocratique de leur pays* ». Il faudrait s'unir afin de rassembler et de créer une stratégie commune. La députée explique qu'il a été demandé aux opposants de travailler à un projet d'après-Poutine ; il faudra les soutenir politiquement pour sa mise en œuvre.

Le débat se poursuit par une question sur les possibilités d'action pour les démocraties occidentales. « *Comment peuvent-elle soutenir l'opposition russe et aider l'Ukraine ?* », interroge le modérateur. Evgenia Kara-Murza estime que le plus important est de poursuivre les messages de soutien car Vladimir Poutine et son régime font tout pour démoraliser les citoyens du pays, qui voient tellement de



Natalia Pouzyreff

répression qu'ils pourraient se décourager et ne plus tenter de s'opposer. Il faut aussi, explique la militante, collecter des preuves des crimes de guerre perpétrés par la Russie pour que le tribunal international puisse faire son travail. Cela passe par le soutien des journalistes, des activistes et des ONG qui font ce travail de collecte malgré la répression.

Antoine Arjakovsky interroge ensuite les intervenants sur la nécessité pour le président français Emmanuel Macron de rencontrer les opposants de la société civile russe. La députée Natalia Pouzyreff estime que ce serait une bonne chose et rappelle que les parlementaires tendent déjà la main à ces opposants. Elle regrette cependant que les relations diplomatiques avec la Russie soient devenues quasiment inexistantes. Le soutien aux journalistes russes exilés, pour sécuriser leur statut, est indispensable à la poursuite de leur travail. « *Il faut leur donner les moyens de travailler et les médias français doivent aussi les aider à produire du contenu à destination du public russophone ici et partout. C'est l'une des seules façons de faire passer l'information et c'est l'un de nos seuls liens.* » La balle semble être dans le camp de l'opposition démocratique qui doit tout faire pour s'organiser. C'est sur cette base que pourra travailler la communauté internationale pour aider les Russes à retrouver leur liberté.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

## LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES SONT-ELLES EFFICACES ?

Le 28 septembre, 16h30-18h, auditorium



Lionel Fontagné, Pascal Boniface et Angelos Delivorias

### Sanctionner sans se faire sanctionner

Revenue au cœur des débats avec la guerre en Ukraine, la question de l'efficacité des sanctions économiques doit-elle se comprendre « *comme un substitut à la guerre, une riposte graduée ou pire, une étape vers la guerre ?* », demande Lionel Fontagné en introduction du débat. L'économiste souligne la différence « entre l'approche économique et l'approche politique, qui évaluent d'un côté les dommages sur l'économie, de l'autre des conséquences plus complexes ». La base de données Global Sanctions Database, qui liste toutes les sanctions de 1950 à 2022, permet de

MODÉRATEUR :

**Lionel Fontagné**, économiste et membre du Cercle des Économistes

INTERVENANTS :

**Pascal Boniface**, directeur de l'IRIS

**Angelos Delivorias**, analyste au Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

constater « *un changement de nature des sanctions, d'abord assez horizontales à l'échelle du pays, puis plus chirurgicales après le 11 septembre 2001, visant plutôt des individus, des entreprises et des transactions, ce qu'on appelle des smart sanctions* ». L'économiste rappelle que « *les sanctions s'accompagnent souvent de contre-sanctions des pays visés* » et qu'il faut « *regarder au-delà du coût économique* ». Dans le cas des sanctions infligées à la Russie après l'annexion de la Crimée en 2014, Lionel Fontagné explique « *qu'à travers les oligarques, 600 000 entreprises ont été touchées mais que le pouvoir russe a compensé leurs pertes avec de l'argent public, ce qui donne une impression d'inefficacité mais cette distorsion économique a un coût* ».

Pascal Boniface commence par détailler les raisons qui sous-tendent les sanctions en affirmant que « *la première raison, c'est pour faire plaisir aux opinions publiques* ».



Angelos Delivorias

Ensuite, le géopolitologue explique que « les sanctions sont toujours prises par les Occidentaux à destination des autres, les pays du Sud n'en prennent pas ». Par exemple, les États-Unis « prennent un nombre phénoménal de sanctions, il y en a des milliers pour près de 70 pays », notamment car ils « conçoivent une logique extraterritoriale des sanctions et n'hésitent pas à punir des acteurs qui ne respectent pas la loi américaine sans être

## « Le rôle du dollar à l'international est potentiellement remis en question »

Pascal Boniface

actifs sur leur territoire ». Pour Washington, « la sanction est une arme politique relativement efficace car les entreprises ne peuvent se passer de l'accès au marché américain ». Pascal Boniface examine ensuite le cas des sanctions européennes contre la Russie, qui « ont durement frappé les économies de l'UE ». De plus, « les pays sanctionnés sont arrivés à un tel point de lassitude que des coalitions de pays parias comme l'Iran et la Russie se forment

pour les contourner ». Pour le géopolitologue, « comme la politique de sanctions est occidentale et non globale, il y a un sentiment de crispation des pays du Sud face à cet impérialisme économique qui ne dit pas son nom ». Puisque ces sanctions constituent « un élément important dans la perception de l'écart entre the West and the rest », même les États-Unis « commencent à réfléchir car le rôle du dollar à l'international est potentiellement remis en question ».

Lionel Fontagné rappelle qu'il est « difficile de retirer des sanctions » avec l'exemple des décisions de l'administration Trump de punir les vols de technologie chinois, toujours en vigueur. L'économiste enchaîne ensuite sur l'évolution des sanctions européennes contre la Russie, « de la simple condamnation lors de la guerre en Géorgie en 2008, aux sanctions légères en 2014 suite à l'annexion de la Crimée et aux sanctions lourdes et immédiates aujourd'hui dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine ».

Angelos Delivorias, qui réfute toute « faiblesse européenne » dans la progression des sanctions contre la Russie, explique que les relations avec l'UE étaient « positives jusqu'en 2008 dans le cadre de l'accord de coopération de 1994 ». L'analyste affirme que « les dirigeants européens ont été pris de court en 2008, juste après l'arrivée du plutôt libéral Medvedev au pouvoir, et en pleine crise des subprimes », tandis qu'en « 2014, l'UE faisait face à la crise des dettes souveraines qui aurait été aggravées par des sanctions économiques ». Cependant, « en 2022, l'UE était décidée à suivre les Américains, à envoyer un signal fort à l'intention des autres pays, notamment la Chine avec Taiwan ».

Alors que Lionel Fontagné rappelait que « le couple franco-allemand a longtemps cru que le commerce adoucit les mœurs », Pascal Boniface renchérit en assurant que « la géopolitique prend souvent le pas sur l'économie et cette attitude témoigne de l'hybris européen qui postule que le monde

## « La géopolitique prend souvent le pas sur l'économie »

Pascal Boniface

entier va s'occidentaliser ». Interrogé sur une typologie des sanctions, le géopolitologue explique que c'est « presque impossible, il y en a tellement », faisant donc une différence entre « sanctions occidentales et non-occidentales, par exemple les sanctions des pays du Golfe envers Israël, qui n'ont pourtant pas empêché son développement ». Il poursuit en affirmant qu'on a « une imagination sans limite pour les sanctions, les Américains ont des centaines de gens qui travaillent dessus ». En effet, c'est « un mode opératoire qui s'est développé au XXI<sup>e</sup> siècle avec le phénomène général d'interdiction de la guerre complémentaire au rejet par les opinions publiques de la guerre ».

« Mis à part l'extraterritorialité, les sanctions européennes sont assez similaires aux sanctions américaines » continue l'analyste européen. Cependant, comme les décisions doivent être prises à l'unanimité des États-membres, « le processus peut facilement être retardé comme ce fut le cas avec Chypre en 2020 lors des sanctions contre le Bélarus ou encore la Hongrie aujourd'hui. » Mais une fois en place, « le système de sanctions de l'UE est plus flexible car il est obligatoire de réexaminer périodiquement les sanctions ».

Quant à la problématique du boycott des athlètes russes et biélorusses pour les JO de Paris, « la question se pose car les jeux de Sotchi en 2014 avaient été une occasion de démonstration du soft power russe ». En revanche, cette question n'est posée que par l'Occident et pas le Sud, ce qui était le cas lors de la coupe du monde au Qatar, continue-t-il. Aujourd'hui, le président du CIO a pris une décision : « pas d'équipe nationale mais des athlètes sous

bannière neutre, en plus d'exclure les athlètes enrôlés dans l'armée ou publiquement favorables à la guerre ».

Pour revenir à la question de l'efficacité des sanctions, Angelos Delivorias estime que « jusqu'aux années 1990, elles ne l'étaient pas », en précisant qu'il est fondamental de définir les critères de cette efficacité. En effet, « ce n'est pas parce que la Russie n'a pas arrêté la guerre ou n'a pas imposé que les sanctions n'ont pas d'effets ». Il convient en revanche de toujours se demander « quel est le coût pour le pays sanctionné et pour le pays qui sanctionne ? » ainsi que « comment imposer des sanctions dans un monde globalisé ? ».



Pascal Boniface

Le géopolitologue rappelle enfin que « les sanctions sont prises rapidement donc on n'a pas toujours le temps d'en évaluer les effets ». De plus, il ne faut pas oublier que « dans les dictatures, ce ne sont pas les dirigeants qui souffrent en premier mais la population ». L'analyste souligne en conclusion que l'on « ne sait pas comment l'économie russe va changer mais c'est aujourd'hui une économie de guerre, au détriment des autres secteurs d'activités, ce qui aura nécessairement des impacts à long-terme ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube